



COMMUNIQUÉ

Aubière, le 22 avril 2020

Non, le Gouvernement n'agit pas pour assurer la souveraineté alimentaire de la France !

Alors que depuis le début de la crise du Covid 19, le Chef de l'Etat et le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation ne cessent de réaffirmer l'intérêt prioritaire de l'enjeu de souveraineté alimentaire, aucun acte concret ne suit leurs déclarations pour soutenir concrètement les agriculteurs. Au contraire, en Auvergne-Rhône-Alpes et dans le Massif central, face à l'inaction des pouvoirs publics, certains producteurs de lait destiné à des fabrications fromagères, notamment en AOP, n'ont pas de solution pour écouler leurs produits tandis que les éleveurs de bovins et d'ovins vendent leurs animaux à un prix qui ne cesse de baisser et de s'éloigner de leur coût de production. La situation est également compliquée pour certaines productions végétales avec des marchés qui se sont fermés et de nombreuses pressions à la baisse sur les prix.

Comme ils le font toute l'année, les agriculteurs d'Auvergne-Rhône-Alpes et du Massif central travaillent chaque jour, en cette période de confinement, pour approvisionner les consommateurs, en quantité suffisante, en produits de qualité issus de fermes à l'origine de nombreux services rendus aux territoires et à l'environnement.

En tant que « 2^{ème} ligne » dans cette « guerre » qu'a déclaré Emmanuel MACRON contre le coronavirus, les agriculteurs entendent être présents pour répondre aux attentes des citoyens français.

En revanche, le Gouvernement, lui, ne répond pas présent ! Le même Ministre de l'Agriculture qui déclarait, dans une lettre ouverte publiée le 18 mars, que « l'Etat serait aux côtés » des agriculteurs « pour traverser cette période difficile » est aujourd'hui aux abonnés absents.

Il est absent quand il s'agit de trouver des solutions concrètes aux producteurs de fromages qui se sont vus privés, du jour au lendemain, de la majeure partie de leurs débouchés. Du 15 mars au 30 avril, ce seront des milliers de tonnes de produits qui se retrouveront sans débouchés. A ce jour, beaucoup de producteurs de lait AOP ne disposent d'aucune solution de repli, si ce n'est d'écouler une partie de leur lait au prix du marché mondial, soit à des valeurs trois fois moins élevées que les coûts de production.

Il est absent quand, alors que les ventes de viandes bovines françaises progressent fortement en GMS (+ 24% de ventes de steak hachés frais et +70% de ventes de steak haché surgelé), les grandes enseignes et les industriels profitent de la crise pour s'enrichir en faisant baisser, encore un peu plus, le prix payé aux éleveurs. Les cotations sont, en moyenne, inférieures d'1,50 € / kg à leur coût de production et de 10 centimes / Kg aux prix pratiqués l'année dernière à la même époque.

Il est absent quand les mêmes enseignes se félicitent d'avoir « sauvé » les éleveurs d'agneaux et de chevreaux français pour Pâques en achetant leurs produits... alors qu'ils leur ont fait subir des baisses de prix drastique... et ont continué, en parallèle, à remplir leurs rayons d'agneaux néo-zélandais.

Dans ces conditions, non, la souveraineté alimentaire de la France n'est pas garantie. Car non, la survie des exploitations d'élevage telles que celles du Massif central et d'Auvergne-Rhône-Alpes n'est pas assurée.

Pendant cette situation exceptionnelle, le gouvernement doit prendre des mesures d'urgence pour garantir les prix payés aux agriculteurs au niveau de leurs coûts de production et mettre en place avec Bruxelles tous les moyens nécessaires pour permettre aux agriculteurs de se relever de cette crise.

Contacts Presse :

Patrick BENEZIT, Président de la COPAMAC (Conférence des Présidents Agricoles du Massif central) : 06 84 24 13 16

Michel JOUX, Président de la FRSEA Auvergne-Rhône-Alpes : 06 88 31 69 96

Nicolas MERLE, Président des JA Auvergne-Rhône-Alpes : 07 86 11 49 27